



**VILLE DE VERSOIX**  
**RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE**

**PROCES-VERBAL DE LA SEANCE**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL**  
du lundi 19 décembre 2022 de 20h00 à 22h31  
Lieu : Maison du Charron - Versoix

<b>TITRE</b>	<b>NOM</b>	<b>PRESENT</b>	<b>ABSENT EXCUSE</b>	<b>REMPLECE PAR</b>
<b>Présidente</b>	M. de Terwangne	x		
<b>Vice-Président</b>	X. Henauer	x		
<b>Secrétaire</b>	R. Lima	x		
<b>Conseillers municipaux</b>	D. Bourbala	x		
	J. Brünisholz		x	
	A. Chaudieu	x		
	S. Conus	x		
	B. Curvaia	x		
	J. Diaz	x		
	T. Foster	x		
	J.-P. Kapp	x		
	J.-M. Leiser	x		
	J. Marquis	x		
	P. Marro	x		
	E. Matias Ramos		x	
	C. Miche	x		
	L. Monnot-Crespi	x		
	G. Pinto-Pereira	x		
	A. Riat	x		
	D. Ricci	x		
	A. Sauter Caillet	x		
	E. Schmied	x		
	C. Schneckenburger	x		
	S. Sidler	x		
	E. Tamone	x		
	C. Varonier	x		
	B. Zeder	x		
<b>Maire</b>	O. Enhas	x		
<b>Vice-Maire</b>	C. Lambert	x		
<b>Conseillère administrative</b>	J. Tchamkerten	x		
<b>Secrétaire générale adjointe</b>	M.-L. Possa	x		
<b>Rédaction PV</b>	C.-A. Mareemootoo	x		

**Ordre du jour :**

1. Exhortation et introduction
2. Approbation de l'ordre du jour
3. Approbation du procès-verbal de la séance du 21 novembre 2022
4. Communications du Bureau du Conseil municipal
5. Délibérations
  - a. D 16 Crédit d'étude complémentaire de CHF 25'500 destiné à l'aménagement du parc du Molard
  - b. D 17 Crédit d'étude complémentaire de CHF 29'700.- destiné à la construction d'une passerelle mobilité douce sur la Versoix – Molard
  - c. D 18 Crédit complémentaire de CHF 1'190'000.- destiné à la résolution des problèmes hydrauliques du canal de Versoix, la modification de collecteurs et à l'agrandissement de la place de travail du service de la voirie
  - d. D 21 Crédit d'étude d'un montant de CHF 456'000.- pour un concours d'architecture pour l'agrandissement et la rénovation de l'école Montfleury1, ainsi que pour les mesures compensatoires à prendre durant les travaux
6. Motions
7. Résolutions
  - a. R3 « Pour la création d'une commission ad hoc sur l'élaboration du plan directeur communal de deuxième génération »
  - b. R4 « Validation de l'organe de contrôle des comptes de la Fondation communale de Versoix Samuel-May »
8. Questions
9. Pétitions
10. Communications du Conseil administratif
11. Communications des membres du Conseil municipal
12. Hommage à Mme Joëlle Brünisholz, membre du Conseil municipal démissionnaire
13. Divers

**1. EXHORTATION ET INTRODUCTION**

La Présidente ouvre la séance à 20h00 et prononce l'exhortation.

La Présidente souhaite la bienvenue aux membres du Conseil administratif et du Conseil Municipal, à Mme la Secrétaire générale adjointe et à Mme la procès-verbaliste. Elle salue M. C. Séchaud, Secrétaire général et Directeur de l'administration, ainsi que la presse et le public.

Mmes Brünisholz et Matias Ramos sont excusées.

M. Leiser arrive à 20h17.

**2. APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

En l'absence de demande de modification, l'ordre du jour est approuvé.

**3. APPROBATION DU PV DE LA SEANCE DU 21 NOVEMBRE 2022**

M. Pinto Pereira prend la parole :

« Vu la publication tardive du PV sur l'Extranet,  
Vu la taille dudit PV,  
les Vert.e.s demandent le report de l'approbation du PV à la prochaine séance. »

La Présidente informe qu'en raison d'un cas de force majeure incombant à la procès-verbaliste uniquement, la publication du PV sur l'Extranet a été effectuée jeudi dernier.

Mme Chaudieu s'apprêtant à intervenir concernant la prise de parole d'une personne du public lors d'une séance précédente, la Présidente informe l'assemblée qu'une séance plénière du Conseil municipal se termine avant la parole au public et que le procès-verbal ne transmet pas de « verbatim » mais une idée générale du point énoncé lors de la prise de parole donnée au public.

Mme Chaudieu prend note de cette précision et demande à quel endroit est inscrite cette règle.

La Présidente précise que l'article 49 du règlement du Conseil municipal stipule :

<sup>1</sup> *Le procès-verbal mentionne notamment les présences, les propositions formulées et les décisions prises, avec indication du résultat des votes, et, le cas échéant, des votes nominaux, le contenu essentiel des interventions ainsi que tout incident.*

<sup>2</sup> *Les projets adoptés, les questions et leurs réponses, les rapports de commissions, le budget, les comptes, le rapport administratif et le bilan social sont annexés au procès-verbal.*

Mme Chaudieu indique avoir compris qu'il ne faut pas qu'elle insiste. Elle constate que le dossier de l'extension de Port-Choiseul est un sujet très sensible qui révèle les susceptibilités de certains et qu'il ne faut apparemment pas que cela se sache.

M. Pinto Pereira comprend les arguments liés au retard de publication du PV et les accepte. Il tient toutefois à renouveler sa demande de report de l'approbation du PV à la prochaine séance plénière.

La Présidente prend note de cette proposition et la soumet au vote du Conseil municipal.

**Vote** : *Sur proposition des Vert.e.s, suite à la publication tardive du PV sur l'Extranet liée à un cas de force majeure de la procès-verbaliste, le report de l'approbation du procès-verbal de la séance du 21 novembre 2022 à la prochaine séance est accepté par 13 oui, 6 non et 4 abstentions (23 votants).*

#### 4. COMMUNICATIONS DU BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL

**4.1.** Courrier de l'ACG concernant un droit d'opposition du Conseil municipal envers la décision du 16 novembre 2022 prise en AG de l'ACG relative à l'attribution à la Ville de Genève par le fonds intercommunal d'une subvention complémentaire de CHF 5'360'000.- pour financer son dispositif d'hébergement d'urgence en 2022. Le délai d'opposition est fixé au 27 janvier 2023.

## **5. DELIBERATIONS**

a. Crédit d'étude complémentaire de CHF 25'500.- destiné à l'aménagement du parc du Molard

### Rapport de majorité de la commission aménagement et transports

M. Ricci prend la parole :

« Les études pour l'aménagement du parc du Molard ont débuté en 2015, après plusieurs variantes suite aux consultations des partis représentés dans ce Conseil, une proposition a été validée par la commission urbanisme et transports.

Un crédit d'études de CHF 65'510.- destiné à l'aménagement du parc du Molard a été voté par le Conseil municipal le 8 mars 2021, en vue du dépôt du dossier de demande d'autorisation de construire.

Suite aux divers préavis consultatifs de l'Etat et à la demande de la commission d'aménagement et transports d'une variante allégée du projet, des études complémentaires sont nécessaires, induisant un dépassement du crédit initial.

La commission AT (Aménagement et transports) a approuvé ce crédit d'étude complémentaire de 25'500.- par 8 oui et 1 non. »

### Rapport de minorité de la commission aménagement et transports

Son auteur, désignée en commission AT, s'est exprimée lors du débat.

### Rapport de la commission finances, administration et économie

M. Ricci prend la parole :

« Je fais un rappel au sujet du financement de cet aménagement : Le parc est inscrit comme mesure (PA2 dans le projet d'agglomération du Grand-Genève. A ce titre, il peut bénéficier d'un subventionnement cantonal à hauteur de maximum 50% du coût de l'ouvrage (pour les travaux liés à l'accès au parc et aux aménagements pour la mobilité douce). Afin d'assurer ce financement, les mesures inscrites doivent préciser le degré de réalisation, la maturité du projet et l'horizon de réalisation des travaux d'ici 2025. Afin de s'assurer que cette mesure soit réalisée dans le temps imparti, le canton demande également à la commune une garantie de financement votée par le Conseil municipal. Le Canton réserve son approbation à cette condition. Les travaux devraient en principe être terminés en 2025.

La commission FAE (Finances, administration et économie a approuvé ce crédit d'étude complémentaire de 25'500.- par 8 oui et 1 abstention. »

### Discussion

Mme Schneckenburger prend la parole :

« Je voudrais exposer ici les motifs qui expliquent pourquoi j'ai voté contre ce crédit supplémentaire en commission Aménagement et Transports,

sachant que si nous n'acceptons pas cette rallonge, le parc pourrait ne pas se faire.

Comme le savent déjà certains CM, je ne suis pas vraiment pour l'aménagement du parc du Molard en parc urbain.

Les espaces naturels rétrécissent comme peau de chagrin, mon souhait le plus cher serait que nous laissions cet endroit tel qu'il est actuellement.

Je rappelle que ce lieu a été entièrement rendu à la nature en 2015, et ceci pour 2 Mio de francs. Même si la dépense fut cantonale, il s'agit toujours de deniers publics.

Depuis lors, les arbres plantés ont poussé. La flore s'est installée, le terrain s'est stabilisé, les abords du Nant ont été colonisés par les plantes, et la petite faune et la flore ont pris leurs places.

Un nouveau chantier maintenant, va demander bien des mois à la nature pour se réinstaller, voire des années.

Ceci, sans compter les dérangements que provoqueront l'arrivée des pique-niqueurs, des grilleurs de viandes et autres festoyeurs.

Depuis 2015, début des réflexions, les choses ont bien changé en matière d'environnement.

Nous constatons une prise de conscience grandissante sur la préservation des zones naturelles. Il y a même des bords de routes et d'autoroutes qui sont protégés. Alors pourquoi ne pas préserver cette nature-là, qui se trouve directement au bord de la zone protégée de la Versoix ?

Pourquoi vouloir à tout prix y installer du dérangement ?

Nous avons investi des dizaines de milliers de francs en études qui ne mènent à aucun résultat satisfaisant.

Nous pourrions simplement dire stop à une dépense supplémentaire de 1 Mio, car c'est le budget plus ou moins prévu pour ces travaux.

Je conclurai avec cette dernière question : Pensez-vous que ce parc soit une infrastructure indispensable à tous nos habitants ? »

La parole n'est plus demandée et la Présidente procède au vote.

## **Délibération**

**D 16**

### **Crédit d'étude complémentaire de CHF 25'500 destiné à l'aménagement du parc du Molard**

Vu le message joint à la présente, version définitive validée par le conseil administratif de la Ville de Versoix, au cours de sa séance du 19 octobre 2022, qui décrit dans les détails l'étude complémentaire qui sera effectuée au moyen de ce crédit,

vu le crédit d'engagement de CHF 65'710 voté par le conseil municipal le 8 mars 2021,

vu les différents préavis des services du Canton de Genève et suite à la demande de la commission Aménagement et Transports de lui soumettre une variante allégée du projet,

vu le rapport de la commission Aménagement et transports du 29 novembre 2022,

vu le rapport de la commission Finances, Administration et économie du 15 décembre 2022,

conformément à l'art. 30, al. 1, let. e de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984,

sur proposition du Conseil administratif,

le Conseil municipal

### **D E C I D E**

par 22 oui, 2 non et 0 abstentions,

1. D'ouvrir un crédit d'engagement complémentaire de CHF 25'500 pour couvrir l'étude destinée à l'aménagement du parc du Molard.

2. D'amortir cette dépense selon les modalités définies pour le crédit d'engagement voté le 8 mars 2021.

b. Crédit d'étude complémentaire de CHF 29'700.- destiné à la construction d'une passerelle mobilité douce sur la Versoix – Molard

#### Rapport de majorité de la commission aménagement et transports

M. Lima prend la parole :

« Pour rappel, le crédit d'étude initial avait été voté il y a 2 ans, lors du Conseil municipal du 14.12.2020. Lors de la séance de la commission AT, malgré une longue discussion, finalement peu de questions ont porté sur l'essence de la demande, à savoir l'extension du crédit déjà existant. La plupart de la discussion a tourné autour du choix du trajet. Les commissaires ont questionné le besoin de ces crédits supplémentaires et l'augmentation de la fréquence des demandes de budget complémentaire. Concernant les frais, il a été rappelé que les mandataires doivent être rémunérés pour leur travail, les ressources humaines coûtent cher. Le système institutionnel se complique toujours plus. Les procédures se multiplient et les projets traînant en longueur peuvent souvent être soumis à des changements réglementaires. En conclusion, la majorité a relevé la pertinence du projet et l'importance d'aller de l'avant. Ce projet ne doit en aucun cas empêcher des futures réflexions sur d'autres solutions de passages complémentaires à la voie verte. La demande a été acceptée par 6 oui, 1 non et 2 abstentions. »

Rapport de minorité de la commission aménagement et transports et finances, administration et économie

M. Diaz prend la parole :

« Sommes-nous capables en tant que conseillers municipaux de remettre en question un projet à venir et une demande de crédit d'étude des services administratifs ?

Les minorités des deux commissions Aménagement et Transports ainsi que Finances, Administration et Economie proposent d'étendre le champ d'étude du projet de construction d'une passerelle de mobilité douce au-dessus de la Versoix, afin que des variantes soient proposées.

La demande de crédit d'étude initiale prévoit la construction d'une passerelle en amont du pont du chemin de fer reliant deux sections du projet de voie verte entre le chemin du Molard et le passage le long du bâtiment de la Papeterie sans pour autant envisager des variantes, comme cela est pourtant le cas pour la voie verte dans le Val de Travers, ce que nous a confirmé le Conseil administratif lors de notre dernière commission FAE de décembre.

Le projet de passerelle proposé actuellement mesure 4 mètres 40 de large alors que le passage le long du bâtiment de la Papeterie est de 2 m 90, étranglé entre la Papeterie et le talus et contrefort en béton de la voie ferrée. On nous informe que des câbles électriques pourront y être tirés si la décision est prise de détruire la cabine électrique des SIG.

Le tracé de la voie verte dessiné par l'Office de l'urbanisme présente de nombreux points de dangerosité : des virages étroits, des croisements insécurisés, un tracé sinueux, une faible luminosité sans compter l'impossibilité de faire passer les véhicules de la voirie. Rappelons que seuls les vélos dits lents sont autorisés à circuler sur la voie verte en compagnie des piétons.

Le rapport de minorité demande de revoir cette section du tracé de la voie verte et questionne la viabilité d'un emplacement en aval du pont.

Elle propose d'étudier la construction d'une passerelle de mobilité douce en aval du pont du chemin de fer reliant le chemin de la Scie et le chemin des Moulins par un passage d'une longueur de 60 mètres sur le terrain de Favarger en contre-bas du chemin de fer et de raccorder cette passerelle à la voie verte sous le pont. Il semble, selon le Conseiller administratif en charge que des discussions avec le propriétaire de Favarger aient été engagées en automne dernier sur la valorisation du site.

Les 50% des travaux communaux ainsi que les 50% des acquisitions foncières concernant la voie verte étant prises en charge par l'Etat, n'est-il pas temps d'inclure ces modalités de financement dans les discussions en cours concernant la parcelle de Favarger ?

Cette proposition permettra non seulement de garantir la sécurité de la mobilité douce dans cette section de la voie verte mais aussi de fluidifier le trafic et de régler une bonne partie des problèmes de sécurité sur la route de Suisse, les vélos lents étant dirigés vers cette passerelle et la route de la Scie alors que les vélos rapides resteraient sur la route de Suisse, assurant ainsi également la sécurité de ses piétons.

Les deux projets porteurs de la passerelle et de la voie verte sont venus se confondre dans leurs études sans que nous ayons pu, comme Conseillers municipaux, prendre de la hauteur et de la vision sur cette réalisation

concernant cette partie du tracé de la voie verte. Et pourtant une commissaire s'interrogeait déjà en ce sens en décembre 2020.

Les temps changent et il faut savoir adapter notre fonctionnement. Il ne s'agit pas de remettre en question le projet de la passerelle, mais il s'agit de ne pas reproduire les erreurs du passé comme cela a été fait avec les aménagements de la route de Suisse. Il n'y a pas pire réponse que « c'est comme ça ». La route de Suisse nous en montre chaque jour un terrible exemple. Ne refaisons pas cette erreur.

Nous avons ici l'occasion d'économiser du temps et l'argent du contribuable en évitant de payer une seconde étude.

Nous pensons qu'il est de notre devoir de remettre en question un projet et une étude. C'est pour cela que nous vous recommandons de voter contre ce crédit d'étude complémentaire actuel pour la construction d'une passerelle en amont du pont, afin de le remplacer par une nouvelle étude actualisée et comportant plusieurs variantes. »

#### Rapport de majorité de la commission finances, administration et économie

M. Marquis prend la parole :

« Sur le plan financier ce crédit complémentaire consiste exclusivement en des montants visant à couvrir les honoraires de différents mandataires, notamment d'un ingénieur en environnement pour l'étude de défrichement demandée par le canton et principalement pour l'étude géotechnique devisée à CHF 15 164.-.

Les commissaires se sont donc principalement interrogés sur les différentes générations du projet d'agglomération et la confusion possible entre ce projet de passerelle et le futur itinéraire qui devrait l'emprunter (on parle respectivement des générations PA2 pour la passerelle et PA4 pour la voie mobilité douce).

L'étude comme la construction seront en effet subventionnées à hauteur de 50% par le projet d'agglomération, pour un coût net pour la commune correspondant en définitive à la moitié du crédit brut que nous nous apprêtons à adopter ce soir. La commission a préavisé favorablement cette demande par 7 oui, 1 non et 1 abstention. »

#### Rapport de minorité de la commission FAE

Voir ci-dessus (M. Diaz).

#### Discussion

Mme Schmied prend la parole :

« Le tracé, il est fait ! Il n'est nullement le moment ni le lieu de revenir dessus. Pas le moment parce qu'il a été décidé dès 2018 dans le cadre de la Stratégie intercommunale soutenue par le Conseil d'Etat. Pas le lieu, car dessiné par des professionnels en plus des politiques. En effet, le Copil était certes composé de deux conseillers d'Etat, des conseillers administratifs de Pregny-Chambésy, de Bellevue, de Genthod et de Versoix, mais également de l'Office cantonal de l'urbanisme, des chefs des services de l'urbanisme des communes concernées, Urbaplan et, en plus, d'une commission consultative regroupant les présidents et vice-présidents des commissions d'aménagement des communes concernées.

Votre proposition de ce soir, par ailleurs, entraînerait des frais considérables pour nos concitoyens, car le tracé qui a été arrêté permet de limiter les coûts



d'acquisition et de procédures foncières, mais il permet également à Versoix d'entamer sans attendre l'étude de la passerelle co-financée à 50% par le projet d'agglomération PA2. Le complément de crédit relève donc des demandes des services du canton.

Le Centre n'acceptera pas de payer plus pour revenir à la case départ et repousser au-delà de 2024-2025 le début des travaux versoisiens pour la Voie Verte. Notre parti prend l'urgence climatique et la mobilité douce, qui en est un pilier, très au sérieux et il ne s'associera pas à ce pied de nez tout-à-fait déplacé fait aux contributeurs de ce projet, dont la réalisation apparaît plus nécessaire que jamais au vu du contexte actuel. Le Centre s'en tiendra à son engagement pour la transition écologique et continuera de défendre sa foi en les institutions et les compétences qu'elles mandatent. »

M. Zeder souhaite ajouter que le temps est compté. Par ailleurs il n'y a aucune garantie que le passage le long de la papeterie pour rejoindre le secteur de la Scie par une passerelle soit possible vu qu'il s'agit d'un terrain toujours privé à ce jour. A ses yeux « un vaut mieux que deux tu l'auras ».

M. Lambert fait part de son inquiétude en constatant que certains font une possible confusion entre la voie verte et la passerelle. Il rappelle qu'il s'agit d'un projet complémentaire lié pour la voie verte à un projet cantonal et intercommunal et pour la passerelle à un projet communal qui font l'objet du même type de financement. Ce tracé a fait l'objet depuis 2 ans d'études avec tout le système institutionnel et ateliers participatifs. M. Lambert exprime sa crainte d'entendre les Verts jouer sur la confusion des infrastructures. Le rapport de minorité lui semble être une opposition déjà déclarée au projet même de la voie verte dont le tracé a déjà été validé. Il n'est pas du tout opportun de remettre en cause ce tracé qui passe sur des parcelles privées, ce qui nécessiterait non seulement une nouvelle étude et des dépenses foncières internes totalement inconnues mais la perte du financement du projet « agglomération 2 », soit 50 % du coût des études et du coût des travaux.

En écho aux propos de M. Lambert et de Mme Schmied qui à ses yeux entretiennent la confusion entre la voie verte et la passerelle, M. Diaz rappelle qu'il ne s'agit pas d'un crédit d'étude sur la voie verte mais sur la passerelle. Les Vert.e.s font par ailleurs part de leur étonnement face à l'absence d'étude sur les variantes possibles de ce projet, alors que c'est toujours le cas lors de la présentation à la commission AT des projets urbanistiques.

M. Conus a l'impression que l'on a tendance à avoir la tête dans le guidon et a un mauvais pressentiment. Il cite l'exemple du résultat de la route de Suisse qui n'est pas satisfaisant. Il constate que la situation de Favarger est actuellement totalement différente de ce qu'elle était à l'époque des premières négociations. Il se demande également à quoi sert la piste cyclable autour de la Migros, mise en attente à l'époque. Il reste persuadé que l'on peut faire mieux, plus simple, plus efficace et pas plus cher que ce qui est proposé actuellement.

La parole n'est plus demandée et la Présidente procède au vote.

## Délibération

**D 17**

### **Crédit d'étude complémentaire de CHF 29'700.- destiné à la construction d'une passerelle mobilité douce sur la Versoix – Molard**

Vu le message joint à la présente, version définitive validée par le conseil administratif de la Ville de Versoix, au cours de sa séance du 19 octobre 2022, qui décrit dans les détails l'étude complémentaire qui sera effectuée au moyen de ce crédit,

vu le crédit d'engagement de CHF 45'000.- voté par le conseil municipal le 14 décembre 2020,

vu le développement du projet mettant en évidence la nécessité de mener des études complémentaires (relevés complémentaires par le géomètre, analyse des sols par un ingénieur géotechnicien, étude de défrichement en zone forêt),

vu le rapport de la commission Aménagement et transports du 29 novembre 2022,

vu le rapport de la commission Finances, Administration et économie du 15 décembre 2022,

conformément à l'art. 30, al. 1, let. e de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984,

sur proposition du Conseil administratif,

le Conseil municipal

### **D E C I D E**

par 14 oui, 4 non et 6 abstentions,

1. D'ouvrir un crédit d'engagement complémentaire de CHF 29'700.- pour couvrir l'étude destinée à la construction d'une passerelle mobilité douce sur la Versoix – Molard.
2. D'amortir cette dépense selon les modalités définies pour le crédit d'engagement voté le 14 décembre 2020.

- c. Crédit complémentaire de CHF 1'190'000.- destiné à la résolution des problèmes hydrauliques du canal de Versoix, la modification de collecteurs et à l'agrandissement de la place de travail du service de la voirie.

Rapport de majorité de la commission aménagement et transports

Son auteur, désigné en commission AT, a oublié de le rédiger et s'en est excusé.

A défaut, la Présidente communique le résultat du vote de la commission AT du 29 novembre 2022 : le crédit complémentaire de CHF 1'190'000.- destiné à la résolution des problèmes hydrauliques du canal de Versoix, la modification de collecteurs et à l'agrandissement de la place de travail du service de la voirie est accepté par 8 oui et 1 non.

Rapport de minorité de la commission aménagement et transports

M. Kapp prend la parole :

« La minorité c'est moi : Et j'ai voté en commission AT contre le crédit supplémentaire pour les raisons suivantes :

- Manque de transparence. Il était clair depuis des mois que les travaux ne pourraient être terminés sans un crédit supplémentaire de grande taille. Malgré ce fait, le CA a communiqué que vers la fin du mois d'août.
- Des changements importants des travaux votés en commission AT ont été décidés sans aucun contact avec la commission.
- De décider du doublement du bassin de rétention des eaux pluviales sans aucune discussion avec la commission de l'aménagement et transport est complètement inadmissible.
- Il s'agit d'un acte de non-respect de notre système démocratique.
- J'ai l'impression qu'on néglige tout simplement les institutions, que les commissions sont considérées comme une quantité négligeable qui dérangent plutôt que de servir la cause.
- Du même en ce qui concerne les dépassements pour les autres volets du crédit voté dans le passé. Un dépassement de 70-75% de la somme votée initialement est du jamais vu.
- Que les coûts soient plus élevés que prévu dû à l'état dégradé des tuyaux concernés, ok.
- Mais qu'en même temps les coûts des travaux auraient été gravement sous-estimés par l'ingénieur responsable laisse douter du choix du bureau d'architecte
- Que les dépenses soient plus élevées dû à l'interruption des chaînes de livraison, ok. Mais que les trois ou quatre facteurs frappent en même temps, et à un niveau très élevé, paraît plutôt bizarre.
- Juste pour mettre au clair la position de la minorité : La minorité n'a rien contre le projet en cours, et elle ne doute pas que l'agrandissement du bassin de rétention peut faire sens, mais la procédure choisie par le CA est complètement inacceptable.
- S'il s'était uniquement agi du dépassement causé par le doublement du volume du bassin de rétention, la minorité ne se serait probablement pas opposée au crédit supplémentaire, mais avec les autres volets mentionnés c'est trop.

- C'est non.

J'ajouterai une petite parenthèse personnelle : je connais dans le cadre de projets de rénovation privés, la question des chaînes de livraison et des coûts qui explosent. Ma famille a souffert de pressions liées à des augmentations de prix de 30 %. Nous avons cherché un nouveau fournisseur et avons payé moins cher que le budget initial : il y a peut-être un peu plus de jeu que l'on pense. Je vous remercie. »

#### Rapport de la commission finances, administration et économie

M. Marquis prend la parole :

« Ce crédit complémentaire vise à couvrir à la fois un important dépassement prévisible de crédit et une modification du projet; on passe au total de 1,6 millions votés fin 2021 par notre conseil à 2,79 millions au total dans le cadre du même projet, ce qui fait une augmentation de 74,3 %.

Il y aurait donc de quoi tomber de nos chaises de membres du Conseil municipal.

Quelques explications néanmoins.

Tout d'abord, il ne s'agit pas seulement d'un dépassement de crédit, mais plutôt d'un projet qui non seulement coûte plus cher que prévu mais a aussi évolué et ne correspond plus au projet initial, puisqu'il a été décidé par le service et le conseil administratif de le modifier le projet après son adoption par le Conseil municipal, en doublant par exemple le volume de la cuve ou en y ajoutant des assainissements de collecteurs.

Ajoutez à cela une erreur d'estimation des coûts de construction par l'administration et le mandataire, et vous obtenez ce besoin de financement complémentaire vertigineux, portant le coût total 74% plus haut.

La commission s'en est donc émue quelque peu, pour dire le moins, et a vivement regretté qu'aucune information n'ait été donnée aux commissions du Conseil municipal avant cet automne, alors que l'administration avait déjà identifié le problème au mois de février 2022, trois mois à peine après le vote du Conseil municipal en novembre 2021. Le projet a été modifié de manière significative ce printemps et cet été par rapport au projet adopté, sans même que les commissions n'en soient informées. Comme nous ce soir, elles n'ont pu que prendre acte ultérieurement des surcoûts et des modifications apportées au projet.

Les commissaires ont donc insisté sur l'importance que les commissions soient informées et consultées sur ce genre de problèmes en amont, de surcroît s'il est jugé opportun d'adapter un projet en cours de mise en œuvre, puisque cela pose une question de principe tenant au respect des institutions et des compétences du Conseil municipal, dans la mesure où ce n'est pas le projet présenté et validé par ce Conseil qui sera finalement réalisé.

Certains commissaires ont aussi relevé à cet égard qu'une lecture purement comptable de la loi et du règlement pour justifier l'absence de dépassement en l'état alors qu'il est certain en raison des engagements pris, n'était pas satisfaisante.

Le Conseil administratif a par ailleurs reconnu que des erreurs avaient été commises et que la procédure n'avait pas été suivie de manière adéquate, ce dont la commission a pris bonne note.

Enfin, et ce point est tout de même important s'agissant du rapport de la commission en charge des finances, une part importante de l'ensemble de ces crédits, soit 59%, sera prise en charge par le FIA, le fonds intercommunal d'assainissement, mais sous forme de loyers sur 30 et 40 ans, si bien que ces crédits représentent un décaissement immédiat pour la commune, qui est endettée et paie un loyer pour cet argent, contre de l'autre côté des non pas une subvention unique mais des versements de 24'000 francs par an jusqu'en 2063. L'opération n'est donc pas extraordinaire, la charge reste lourde pour la commune.

Sur le fond, la pertinence et le coût en tant que tels du projet revu et modifié n'appelant aucun commentaire, la majorité de la commission a approuvé ce projet de délibération par 6 oui et 3 non et elle vous invite à faire de même. »

#### Rapport de minorité de la commission FAE

M. Foster prend la parole :

« Madame la Présidente, pour rappel, c'est l'article 60 du Règlement d'application de la loi sur l'administration des communes qui règle les crédits complémentaires et c'est surtout sur la base de cet article que la commission a débattu cette demande de crédit complémentaire.

L'alinéa 1 de cet article précise que :

Lorsqu'un crédit d'engagement est insuffisant, un crédit complémentaire doit être demandé avant de pouvoir engager des dépenses supplémentaires. Madame la Présidente, les dépenses supplémentaires ont été engagés déjà en avril de cette année mais ce n'est que maintenant 8 mois plus tard qu'un crédit complémentaire est demandé.

L'alinéa 2 précise que :

Selon les circonstances et l'importance du dépassement, le crédit complémentaire peut être approuvé par le Conseil municipal au moment du bouclage du crédit d'engagement si une information a été faite au préalable au Conseil municipal ou à la commission concernée.

Madame la Présidente, le Conseiller Administratif délégué a été informé en avril de cette année qu'un crédit complémentaire était nécessaire mais la commission concernée n'a été informé que 6 mois plus tard en octobre de cette année.

On passe maintenant à l'alinéa 3 qui précise que :

Un crédit d'engagement est considéré comme dépassé lorsque le montant brut voté de la dépense est inférieur au montant brut de la dépense effective.

Madame la Présidente, le RAC est très clair, on doit prendre en compte le montant brut voté et pas le montant net.

Finalement on arrive à l'alinéa 4 :

Un dépassement est considéré comme important notamment dès qu'il atteint 10% du crédit brut voté.

Madame la Présidente, le dépassement dans ce cas atteint plus de 70%, alors si un dépassement de 10% est considéré "important", je laisse aux membres de ce Conseil municipal choisir l'adjectif approprié pour un dépassement 7 fois plus grand.

À la suite de ces erreurs, même défauts, de l'administration, une minorité de la commission FAE a voté contre ce crédit complémentaire afin d'envoyer un message clair et fort que la bonne communication et le respect du règlement en force sont essentiels pour le bon fonctionnement de notre commune. Merci Madame la Présidente. »

### Discussion

M. Leiser a le sentiment d'être mis devant le fait accompli pour plusieurs raisons. Cette délibération D18 comprend 3 éléments ficelés entre eux qui font l'objet d'un dépassement de crédit. Il considère que dans le cadre d'une telle situation ces points pourraient être présentés en 2 voire 3 objets distincts, afin de ne pas se retrouver dans l'obligation de refuser l'entier du projet. Ces éléments devraient faire l'objet de demandes de crédit complémentaire distincts. Une partie de la somme qui fait l'objet de cette demande de crédit a déjà été investie, voire dépensée. Il est demandé au Conseil municipal une validation qui n'est pas raisonnable en termes de proportion et d'approche administrative. Le Conseil municipal aurait dû en être informé plus rapidement. D'autre part, M. Leiser rappelle que le choix du mandataire avait été effectué à l'époque sur la base d'une comparaison de devis. Il constate une grossière erreur d'interprétation et une sous-estimation des coûts et aucune pénalité pour ledit prestataire qui vient demander une énorme somme en complément. S'il peut comprendre l'augmentation du prix des matières premières ou des circonstances liées à la guerre en Ukraine, il constate qu'une grande partie des dépassements est liée à l'erreur.

Le but n'est pas de mettre la faute sur telle ou telle personne mais il relève l'importance de se prémunir d'erreurs grossières et de prévoir des pénalités pour les prestataires qui auraient peut-être envie de sous-évaluer volontairement un dossier pour obtenir un marché public.

Enfin, M. Leiser constate qu'un budget très serré a été voté alors que ces éléments étaient connus à l'avance, ce qui vient en fin d'année, remettre en cause tout l'équilibre du budget 2023. En résumé, M. Leiser indique qu'il est très difficile de s'opposer à ce crédit ce soir car il paraît indispensable, toutefois il considère qu'il est sur le fond inacceptable.

M. Kapp maintiendra son « non » et sa position de minorité. Il trouve cette procédure inacceptable. Il considère qu'il est possible, même à ce stade, de renégocier certaines choses. Il ne pourra accepter cette demande de crédit car il manque des informations sur le mandat de l'ingénieur-architecte et il peine à comprendre comment un professionnel peut sous-estimer des coûts à un tel niveau. Il lui manque par ailleurs des éléments justifiant l'augmentation des prix des matières premières.

M. Varonier estime qu'il faut revoir la façon dont les cahiers des charges sont établis afin de ne pas se retrouver face à ce genre de problématiques. Il recommande également de faire attention au saucissonnage qui peut découler des procédures liées aux marchés publics.

M. Lambert signale que le service concerné a abondamment communiqué sur les erreurs. Il rappelle que les éléments du projet sont liés entre eux, notamment au niveau du plan général d'évacuation des eaux. En effet, le secteur particulier du canal a nécessité d'agrandir les collecteurs, une présentation avait été faite en commission des variantes possibles et le choix de la commission avait été en faveur du bassin de rétention au niveau du terrain des Vergers. Les premières estimations faites à l'époque se sont retrouvées erronées au moment du choix du mandataire (choix du mieux disant et non du moins disant). Le service concerné n'a pas remarqué les erreurs et reconnaît qu'il aurait pu être plus attentif à la communication. Le Conseil administratif a été prévenu d'un important dépassement de budget en avril 2022 et a demandé la rédaction d'un message pour arriver devant le Conseil municipal avec une demande de crédit complémentaire.

M. Lambert indique que les informations ont été clairement données en commission dès le mois d'octobre (à 2 reprises). Le service reconnaît toutefois que la commission aurait pu être informée au mois de mai. A noter qu'un écart entre ce qui a été communiqué en commission AT et en commission FAE a également été constaté.

M. Diaz considère que le service a bon dos et regrette de ne pas entendre de remise en question des processus par les chefs de service concernés.

Mme Sauter Caillet prend la parole :

« Les Vertes et les Verts saluent ce projet innovant.

Avec 2 grands bassins de rétention des eaux pluviales, ce projet contribue à la résolution d'un problème, à savoir le risque de débordement du canal lors de fortes pluies, avec son lot d'impacts sur la flore, la faune et les biens privés des parcelles voisines.

De même, les travaux de réparation et réhabilitation des collecteurs identifiés comme défectueux permettront, à terme, d'éviter la pollution des sols par les eaux usées.

Ce projet présente également des opportunités que les services de la Commune ont clairement identifiées. Il s'agit de la possibilité de récupérer des eaux de pluie, au travers de deux bassins étanches, notamment pour l'arrosage et l'entretien des routes. L'augmentation du volume, décidée en cours de travaux, constitue une adaptation du projet au changement climatique, à savoir plus d'eau qui tombe du ciel, mais moins souvent.

L'utilisation de l'eau de pluie permet non seulement de diminuer, voire d'éviter le gaspillage d'eau potable, réduisant par-là même les coûts financiers associés.

Malheureusement, tout projet a son revers. Ici, ce n'est pas sur le fond, mais bien sur la forme que le bât a blessé. Car bien que le message indique que "dès l'ouverture des soumissions, en février 2022, le STVEP annonce un dépassement important du montant des travaux votés", ce n'est qu'en octobre que les commissaires de la commission Aménagement et transports ont été informés que des travaux supplémentaires avaient été réalisés sans

leur accord formel préalable, ainsi que de l'importance du dépassement. Et avec plus de 70 % de dépassement, peut-on encore parler de dépassement important? Le terme paraît plus que galvaudé...

Au vu de ces éléments, les Vertes et les Verts de Versoix ont choisi la liberté de vote.

A noter encore qu'une erreur s'est glissée sur la page "presse" du site internet de la Mairie : en effet, le crédit initial de CHF 1'600'00.- a été voté le 22 novembre 2021 et non 2022. »

Mme Chaudieu fait part de son agacement face à ce qu'il s'est passé avant et a l'impression que l'on veut noyer le poisson, que le problème n'est pas tant de la justification du chantier et de l'agrandissement du bassin de rétention mais bien de la procédure.

M. Leiser considère que le Conseil administratif a peut-être déjà une idée des priorités pour l'année prochaine afin d'éviter d'endetter la commune d'une somme supplémentaire de CHF 1'190'000.-. Il demande si le Conseil administratif pourrait choisir un projet d'un montant plus ou moins égal à celui-ci et qui ne ferait plus l'objet d'une priorité en 2023 afin de voter cette présente demande de crédit le cœur léger et aller de l'avant avec ce projet.

M. Lambert rappelle les explications de M. Marquis concernant le fonctionnement du FIA et rappelle que la commune touche actuellement des subventions du FIA pour des projets plus anciens. Au final la sur-dépense communale incluant la participation du FIA et la participation des propriétaires permet au niveau du complément de crédit net de rester dans une marge de financement acceptable.

M. Riat considère que tout a été dit ou presque. Le PLR aurait aimé dans la gestion de ce projet un peu plus de transparence. Dès le mois d'avril notre Conseil administratif était informé qu'il y aurait des demandes de crédit complémentaires. Il tient à rappeler ce qui n'a pas été dit ce soir, à savoir que les travaux ont déjà plus que commencé. Ainsi, si cette demande de crédit n'est pas acceptée ce soir, que va-t-on faire ? On ne peut plus reculer. Le PLR va soutenir cette demande mais donne un carton jaune au Conseil Administratif et ne souhaite plus être mis devant le fait accompli.

Mme Tchamkerten confirme une petite marge sur le plan financier car l'ensemble des projets prévus cette année n'ont pas tous été votés cette année.

M. Tamone constate que les choses ont été suffisamment claires sur la question de la forme. Il souhaite revenir sur le fond pour essayer de lier la question du message à l'administration de ce chantier qui s'est adapté à la réalité du moment. Il tient à souligner l'intelligence des services qui se sont rendu compte de l'évolution du projet et se sont adaptés à la situation. Il tient à saluer la réactivité extrêmement positive de l'administration, surtout lorsqu'il s'agit d'une question environnementale.



En écho aux propos de M. Tamone, M. Kapp est d'accord avec l'importance soulignée de la réactivité et salue les réflexions qui ont eu lieu au sein des services. Il tient toutefois à rappeler que ce n'est pas aux services de décider.

M. Lambert indique que le Conseil administratif a assumé la décision et reconnaît ne pas avoir communiqué assez tôt étant donné qu'il n'était pas en possession de toutes les données (arrivées le 17 août) pour lancer l'élaboration du message.

M. Henauer prend la parole :

« Ce n'est pas en tant que rapporteur de majorité comme j'aurais dû le faire, je m'en excuse d'ailleurs auprès de Mme la présidente, mais comme représentant du parti minoritaire, le PS, que je prends la parole.

Le PS s'accorde à dire qu'il ne faut pas qu'une exception devienne une habitude. Nous sommes confiants qu'une approche plus réaliste sera faite lors de prochaines demandes de crédit, évitant ainsi au maximum un tel dépassement et que dans le cas contraire, les commissaires concernés soient consultés. »

Afin d'éviter des malentendus, M. Kapp propose dans le futur de pouvoir avoir accès aux PV du Conseil administratif.

La parole n'est plus demandée et la Présidente procède au vote.

## **Délibération**

**D 18**

### **Crédit complémentaire de CHF 1'190'000.- destiné à la résolution des problèmes hydrauliques du canal de Versoix, la modification de collecteurs et à l'agrandissement de la place de travail du service de la voirie**

Vu le message joint à la présente, version définitive validée par le Conseil administratif de la Ville de Versoix, au cours de sa séance du 19 octobre 2022, qui décrit dans les détails les travaux qui seront effectués au moyen de ce crédit,

vu le crédit d'engagement de CHF 1'600'000.- voté par le conseil municipal le 22 novembre 2021,

vu le crédit initial qui a été sous-évalué pour les raisons évoquées dans le message en annexe,

vu que les travaux mentionnés dans le message en annexe n'étaient pas prévus lors du vote du crédit initial mais qu'ils s'avèrent nécessaires,

vu le rapport de la commission Aménagement et Transports du 29 novembre 2022,

vu le rapport de la commission des Finances, Administration et économie du 15 décembre 2022,

conformément à l'art. 30, al. 1, let. e de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984,

sur proposition du Conseil administratif,  
le Conseil municipal

## DECIDE

par 19 oui, 1 non et 4 abstentions,

1. D'ouvrir un crédit d'engagement complémentaire de CHF 1'190'000.- pour couvrir les travaux encore à effectuer sur le crédit relatif à la résolution des problèmes hydrauliques du canal de Versoix, la modification de collecteurs et à l'agrandissement de la place de travail du service de la voirie.
  2. De comptabiliser les dépenses dans le compte des investissements, puis de porter la dépense nette à l'actif du bilan dans le patrimoine administratif.
  3. D'amortir la dépense nette relative aux travaux d'assainissement, soit un montant de CHF 900'000.-, au moyen de 40 annuités dès l'année où ces travaux seront terminés, estimée à 2023.
  4. D'amortir la dépense nette relative aux autres travaux, soit un montant de CHF 290'000.-, au moyen de 30 annuités dès l'année où ces travaux seront terminés, estimée à 2023.
  5. De prendre acte que la part du crédit relatif à l'assainissement, soit un montant de CHF 900'000.-, sera financée au moyen des loyers versés par le fonds intercommunal d'assainissement (FIA), conformément à la loi sur les eaux, qui seront comptabilisés annuellement dans le compte de résultats.
  6. D'autoriser le Conseil administratif à contracter, si nécessaire, un emprunt auprès des établissements de crédit de son choix, à concurrence de CHF 1'190'000.-.
- d. Crédit d'étude d'un montant de CHF 456'000.- pour un concours d'architecture pour l'agrandissement et la rénovation de l'école Montfleury1, ainsi que pour les mesures compensatoires à prendre durant les travaux

### Rapport de majorité de la commission bâtiments, gérance et protection de la population

M. Riat prend la parole :

« Mesdames et Messieurs, chers-ères collègues,

Depuis un certain temps déjà, nos autorités ont été alertées par le SRED (Service de la Recherche en Éducation de l'État) de l'évolution du nombre d'élèves au sein de notre commune. En fonction des statistiques émises et du rapport établi, il s'agit d'anticiper une évolution démographique dans le secteur, et donc une augmentation du nombre d'élèves dans les écoles de

la commune, à plus ou moins long terme. En effet, les structures d'accueil actuelles sont déjà à la limite de leur capacité et il est nécessaire de répondre à la demande qui ne cessera d'augmenter ces prochaines années, en raison notamment du développement urbanistique qui se poursuit, et d'une multitude de demandes en autorisation de construire, en cours sur la commune.

Rapidement, soit le 15 mars 2021, la commission BGPP a effectué une visite de l'école de Montfleury 1 et préavisait favorablement et à l'unanimité, durant sa séance, le crédit d'étude de CHF 40'000,-- pour s'assurer des possibilités d'agrandissement et de rénovation.

La commission FAE emboîtait le pas le 15 avril, et nous votions ce crédit à l'unanimité lors de notre Conseil municipal, 4 jours plus tard.

Afin de mieux comprendre tout le travail émis par le SRED et les données statistiques concernant Versoix, la commission BGPP a reçu et auditionné un collaborateur de ce service de l'État de Genève, en date du 13 octobre 2021. D'un point de vue typologique et constructif, cette école est caractéristique des années 70. Nous avons pu nous rendre compte sur place, de l'état actuel du bâtiment, mal isolé, et donc de son efficacité énergétique très défavorable, qui sont autant de raisons de prévoir une rénovation à moyen terme.

Dès lors, nos services des Bâtiments et de la Gérance et Écoles, se sont mis au travail sur ce dossier très complexe. A ce jour, nous savons qu'il est non seulement possible d'agrandir cette école, mais surtout de décider de plusieurs variantes.

Surélévation de l'immeuble, utilisation du potentiel en sous-sol, et donc augmentation du nombre de salles ; satisfaire les besoins du parascolaire par la construction d'un restaurant scolaire, d'une salle de gymnastique, d'un bassin de natation... Autant d'interrogations auxquelles nous devons débattre tous ensemble, ultérieurement.

Cette réalisation, devra tenir compte non seulement, des propositions techniques et architecturales de rénovation du bâtiment existant, de l'intégration de la meilleure façon possible de nouveaux bâtiments dans l'environnement urbain local ; en regard de l'évolution de la loi sur l'énergie, mais également des dispositions provisoires durant les travaux. Où déplacerons-nous les élèves, et dans quels locaux ?

Dans le dossier qui nous est montré, le processus à suivre doit obligatoirement passer par plusieurs phases. La première qui nous occupe, est la mise en place d'un concours d'architecture, appuyé par des mandats d'études parallèles, ainsi que par les mesures compensatoires à prendre durant les travaux. Comme je viens de le dire, il s'agira de replacer les enfants dans un groupe scolaire provisoire, avec des conditions drastiques émises par le DIP. Une procédure incontournable au vu de la complexité et des contraintes avérées, autour d'un tel projet.

Cette demande de crédit de CHF 456'000,- qui vous est présentée ce soir, permettra durant cette phase d'étude, de répondre aux demandes des différents services communaux concernés. Ainsi, nous pourrions viser un objectif de mise en exploitation des nouvelles salles de classes, à l'horizon 2029.

La plupart de ces paramètres ont déjà été abordés en commission BGPP. Conscients des enjeux incontournables de ce projet, dans sa séance du 12 décembre dernier, c'est à l'unanimité des 9 membres présents que la

commission a préavisé favorablement cette demande de crédit d'étude. Je vous demande donc d'en faire de même tout à l'heure.

Merci Mesdames et Messieurs, chers-ères collègues,  
Merci Madame la Présidente. »

#### Rapport de la commission finances, administration et économie

M. Marro signale que la commission dans sa séance du 15 décembre, a voté à l'unanimité des 9 personnes présentes en faveur de ce crédit d'étude de CHF 456000.-.

#### Discussion

M. Bourbala prend la parole :

« Mesdames, Messieurs,

Le Centre Versoix, toujours soucieux des besoins pour les familles versoisiennes, est très content de soutenir le crédit d'étude pour la rénovation de l'école de Montfleury. En effet, cette école a accueilli bon nombre d'enfants jusqu'à aujourd'hui et devra encore en accueillir pendant de nombreuses années. Toutefois, cela ne peut se faire que dans de bonnes conditions. Et quelles sont ces bonnes conditions ? Des locaux confortables et qui respectent les normes actuelles. Mais pas seulement, nous espérons que les candidats au concours d'architecture auront, passez-moi l'expression, un grain de folie pour imaginer des locaux inclusifs, des infrastructures sportives innovantes, de nouveaux espaces et pourquoi pas plus de nature pour créer un îlot de fraîcheur dans tout ce béton. Pour cet endroit on pourrait aussi imaginer développer un lieu de partage intergénérationnel ouvert à la population. Bref, saisissons l'opportunité d'avoir un beau projet avec les moyens dont nous disposons. Car je suis persuadé que Versoix peut tirer son épingle du jeu avec un bâtiment scolaire remis à neuf. »

La parole n'est plus demandée et la Présidente procède au vote.

## Délibération

**D 21**

**Crédit d'étude d'un montant de CHF 456'000.- pour un concours d'architecture pour l'agrandissement et la rénovation de l'école Montfleury1, ainsi que pour les mesures compensatoires à prendre durant les travaux**

Vu le message joint à la présente, version définitive validée par le Conseil administratif de la Ville de Versoix, au cours de sa séance du 2 novembre 2022, qui décrit dans les détails l'étude qui sera effectuée au moyen de ce crédit,

vu le rapport de la commission Bâtiments, Gérance et Protection de la population du 12 décembre 2022,

vu le rapport de la commission Finances, administration et économie du 15 décembre 2022,

conformément à l'art. 30, al. 1, let. e et m de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984,

sur proposition du Conseil administratif,

le Conseil municipal

### **DECIDE**

Par 24 oui, 0 non et 0 abstention,

1. De procéder à une étude pour la réalisation d'un concours d'architecture pour l'agrandissement et la rénovation de l'école Montfleury 1, ainsi que pour les mesures compensatoires à prendre durant les travaux.
2. D'ouvrir au Conseil administratif un crédit de CHF 456'000.- destiné à cette étude.
3. De comptabiliser cette dépense dans le compte des investissements puis de la porter à l'actif du bilan, dans le patrimoine administratif.
4. En cas de réalisation du projet, ce crédit d'étude sera intégré au crédit principal, qui sera voté ultérieurement, afin d'être amorti conjointement à celui-ci.
5. En cas de non-réalisation du projet, ce crédit d'étude sera amorti au moyen de 1 annuité, dès l'année de son abandon.
6. D'autoriser le Conseil administratif à contracter, si nécessaire, un emprunt auprès des établissements de crédit de son choix, à concurrence de CHF 456'000.- afin de permettre l'exécution de cette étude.

### **6. MOTIONS**

Néant.

### **7. RESOLUTIONS**

- a. R3 « Pour la création d'une commission ad hoc sur l'élaboration du plan directeur communal de deuxième génération »

Mme Sauter Caillet prend la parole :

« Je précise à l'attention du public que cette résolution est soutenue par le PLR, les Vert-e-s, le Centre et le Conseiller municipal indépendant. Le PS,

bien qu'ayant participé à l'entier des travaux, n'a pas souhaité soutenir cette résolution.

En préambule, comme vous le savez toutes et tous, la Commune doit réviser son plan directeur communal. Ce projet est annoncé depuis plusieurs années comme "le gros chantier de la législature".

Dès le mois de juin, les représentantes et les représentants des 4 groupes politiques ont entamé des discussions afin de trouver un fonctionnement à même de permettre au Conseil municipal de suivre ce projet d'envergure.

Pour commencer, toutes et tous étaient d'accord sur l'importance de trouver, au sein de leurs groupes, des personnes motivées, désireuses de s'engager et de travailler en équipe sur cet important projet.

Par ailleurs, aussi tentant qu'il puisse paraître de garder un tel projet dans le giron de la commission Aménagement et transports – que par ailleurs je préside – l'essence même d'un plan directeur communal réside en sa capacité à aborder le territoire avec une vision transversale et de tenir compte des effets du développement territorial sur la santé, la cohésion sociale, la mixité, l'environnement, le climat, etc. Aussi est-il rapidement apparu que la possibilité de regrouper des compétences issues des différentes commissions du CM constituerait un véritable atout pour les travaux sur ce dossier.

C'est donc tout naturellement que la proposition d'une commission ad hoc a émergé.

En termes de modalités, les groupes ont préféré une forme organisationnelle à 7 membres (2 PLR, 2 Vert-e-s, 2 PDC et 1 PS, toutes et tous bien évidemment membres élues et élus du Conseil municipal) permettant ainsi une dynamique de travail plus vive et plus réactive. Avec des représentantes et des représentants volontaires siégeant dans plusieurs commissions différentes, la notion de transversalité du projet est non seulement renforcée, mais le Conseil municipal saura en outre pouvoir compter sur des personnes motivées à s'impliquer dans cette tâche volumineuse.

Aussi, considérant la complexité du travail qui l'attend et la nécessité d'un engagement fort dans le dossier, cette option faite de souplesse, d'agilité et de cohérence a semblé fondamentale.

Il va sans dire que des points de situation et d'information réguliers auprès des différentes commissions devront impérativement être effectués, non seulement afin de respecter la transversalité des réflexions, mais encore pour permettre de consolider l'adhésion de l'ensemble des élues et des élus. Chères et chers collègues, ce soir nous vous proposons de voter en faveur de la création d'une commission ad hoc sur l'élaboration du plan directeur communal de deuxième génération, composée de 2 PLR, 2 Vert-e-s, 2 PDC et 1 PS.

Mais surtout, nous vous proposons de reconnaître par là-même l'important travail de collaboration et de compromis réalisé avec toutes les forces politiques en présence et la grande capacité des commissaires à travailler ensemble sur des projets d'importance pour la Commune ; preuve, s'il en faut, que le Conseil municipal fonctionne et qu'il fonctionne bien.

Je vous remercie pour votre attention. »

### Discussion

M. Marro prend la parole :

« En réponse au projet de résolution pour la création d'une commission ad hoc sur l'élaboration du plan directeur communal de deuxième génération présentée par le PLR, les Verts, le Centre et le Conseiller municipal indépendant, le parti socialiste est favorable à la création d'une commission sur l'élaboration du plan directeur communal de deuxième génération.

Un grand nombre de nos membres estiment cependant qu'il fallait créer une sous-commission AT et non une commission ad hoc, dans la mesure où les personnes les plus compétentes dans ce domaine siègent déjà à la commission AT. Néanmoins, le PS ne s'oppose nullement à la création d'une commission ad hoc, le but souhaité étant identique.

Une sous-commission ou une commission ad hoc, c'est totalement différent. En effet, si nous nous référons à l'article 50 du règlement du Conseil municipal, il est mentionné notamment aux :

Alinéa 1 : Le Conseil municipal désigne... des commissions ad hoc pour étudier un sujet déterminé, et faire un rapport au Conseil municipal sur l'objet de leurs travaux.

Alinéa 2 : Les commissions ad hoc sont dissoutes de plein droit dès que le Conseil municipal a statué définitivement sur les projets dont elles étaient saisies.

Alinéa 3 : le Conseil municipal veille à assurer à chaque groupe une représentation aussi proportionnelle que possible.

Le projet de résolution présenté par le PLR, les Verts, le Centre et le Conseiller municipal indépendant propose de créer une commission ad hoc composée de 7 membres. Pourquoi 7 membres ? Je vous renvoie à l'exposé des motifs du projet.

Le PS n'est pas d'accord sur ce point, il souhaite une représentation proportionnelle. C'est une question de principe. Vous pensez que nous sommes un peu trop formalistes. C'est certainement vrai, mais c'est une protection afin que certaines conseillères municipales ou certains conseillers municipaux ne fassent pas n'importe quoi.

Il est vrai également que certains élus du Conseil municipal peuvent penser qu'au vu du nombre de ses sièges, le PS peut être insignifiant car ses élus peuvent difficilement influencer les votes au Conseil municipal. De toute évidence, ce n'était nullement le cas lors des précédentes législatures. Personnellement, je pensais que les problèmes liés au Conseil municipal s'arrêteraient progressivement. Non. Ce n'est pas le cas. Au contraire, les problèmes risquent encore de s'accroître. Le PLR et les Verts qui s'étaient déjà mis d'accord pour déposer de nombreux amendements sur le budget et qui ont la majorité au Conseil municipal souhaitent maintenant encore instaurer des priorités sur le projet du plan des investissements.

Au vu de ce qui précède, le PS s'abstiendra sur ce projet de résolution. »

M. Marquis indique que le sens profond du combat du parti socialiste lui échappe. Il constate que le principe de proportionnalité est mieux respecté pour le parti socialiste au sein de la commission ad hoc que dans les autres commissions municipales. Il saisit par ailleurs l'occasion de remercier Mme Sauter Caillet pour son excellente présentation et n'a rien d'autre à ajouter.

M. Leiser rappelle qu'en tant que conseiller municipal indépendant, il n'a pas le droit de siéger au sein de la commission ad hoc. Il s'est toujours opposé à

la création d'une nouvelle commission ad hoc car la représentativité des différents partis n'était pas garantie. Par ailleurs, il lui a été garanti que seules les personnes élues du Conseil municipal participeraient à cette commission. Il remercie par avance les membres du Conseil municipal du travail effectué au sein de la commission ad hoc.

M. Henauer prend la parole :

« Il m'a fallu un peu de temps pour comprendre la différence, oh combien importante, entre une sous-commission, rapportant à la commission concernée et la commission ad-hoc, rapportant, elle, au conseil municipal. Lorsque j'ai pris part à la commission AT, je savais que le PdCom m'incomberait, d'autant plus au vu du nombre de commissaires de mon parti représentés au Conseil municipal au nombre de 3.

Le PdCom demande un travail qui doit se faire en dehors d'une commission AT, ceci le PS l'accorde volontiers.

En réponse à M. Leiser, le PS ne s'oppose donc pas, mais s'abstiendra sur la présente résolution. »

La parole n'est plus demandée et la Présidente soumet cette résolution au vote du Conseil municipal.

## Résolution

**R 3**

### **pour la création d'une commission ad hoc sur l'élaboration du plan directeur communal de deuxième génération**

Le Conseil municipal

vu les articles 30 et 50 al. 1 de son règlement ;

considérant :

- qu'aux termes de l'art. 10 al. 9 LaLAT, les communes genevoises ont l'obligation de réexaminer, à la suite de l'approbation d'un nouveau plan directeur cantonal, leur planification directrice ;
- que l'actuel plan directeur cantonal a été approuvé le 29 avril 2015 et que sa première mise à jour et été approuvée le 18 janvier 2021 ;
- que les communes genevoises ont ainsi lancé des processus d'élaboration de plans directeurs communaux dits de « deuxième génération » (PDCom 2<sup>e</sup> génération) ;
- qu'à Versoix, la première phase de ce processus est désormais lancée (élaboration d'un cahier des charges puis vote prochain d'un crédit d'étude) ;
- que la commission aménagement et transports du Conseil municipal est issue d'une fusion de deux commissions à l'aube de la présente législature ;
- que sa charge de travail est donc lourde ;
- qu'il est nécessaire que le Conseil municipal suive, étudie et traite avec soin, efficacité et de manière transversale les divers aspects et objets relatifs à ce projet de planification fondamentale pour le développement et l'avenir de Versoix,
-



décide

par 22 oui, 0 non et 2 abstentions

1. de créer en son sein une commission ad hoc composée de 7 membres, soit 2 Vert-e-s, 2 PLR, 2 PDC et 1 PS, chargée de suivre, d'étudier et de traiter les divers aspects et objets relatifs à l'élaboration du plan directeur communal de deuxième génération (PDCom 2<sup>e</sup> génération), dans le cadre d'une approche transversale, et d'informer régulièrement les autres commissions de l'avancement de ses travaux.

- b. Projet de résolution R4 « Validation de l'organe de contrôle des comptes de la Fondation communale de Versoix Samuel-May »

Texte de la résolution R4 :

*Vu la volonté de la Fondation communal de Versoix Samuel-May de changer d'organe de révision ;*

*vu le courriel adressé par la Fondation communal de Versoix Samuel-May le 2 décembre 2022, pour confirmer la validation d'un nouvel organe de révision et demander de porter ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil municipal ;*

*sur proposition du Conseil administratif ; le Conseil municipal décide*

*par [nombre] oui, [nombre] non et [nombre] abstentions*

*1. De désigner en tant qu'organe de contrôle des comptes pour la Fondation communal de Versoix Samuel-May, la société PKF Fiduciaire SA, sise à la rue des Battoirs 7, 1205 Genève.*

#### Discussion

M. Foster constate que les documents insérés sur l'Extranet subissent parfois des changements et demande à ce que les membres du Conseil municipal en soient avertis par messagerie.

La Présidente remercie M. Foster de son intervention et veillera à ce que tout changement soit communiqué.

La parole n'est plus demandée et la Présidente procède au vote.

## **Résolution**

**R 4**

### **Validation de l'organe de contrôle des comptes de la Fondation communale de Versoix Samuel-May**

Vu la volonté de la Fondation communal de Versoix Samuel-May de changer d'organe de révision ;

vu le courriel adressé par la Fondation communal de Versoix Samuel-May  
le 2 décembre 2022, pour confirmer la validation d'un nouvel organe de  
révision et demander de porter ce point à l'ordre du jour du prochain  
Conseil municipal ;  
sur proposition du Conseil administratif ;  
le Conseil municipal

décide

par 21 oui, 0 non et 3 abstentions

1. De désigner en tant qu'organe de contrôle des comptes pour la Fondation communal de Versoix Samuel-May, la société PKF Fiduciaire SA, sise à la rue des Battoirs 7, 1205 Genève.

## 8. QUESTIONS

- a. Question orale de M. Conus, qui demande pourquoi il y a des barrières devant la vélostation.
- b. Question orale de Mme Schneckenburger, qui demande, concernant le PSIA (*Plan sectoriel de l'infrastructure aéronautique*) et ses nouvelles courbes de bruit acceptées par la Confédération, si la commune pense recourir contre les décisions prises.

M. Lambert confirme, étant donné le délai de recours au 10 janvier prochain, que la commune compte bien faire recours à travers deux 2 procédures liées :

1) le recours par l'intermédiaire de l'ATCR-AIG et le vote en AG au printemps dernier du principe de financer un recours pour les communes ayant fait opposition en automne 2019.

2) le recours par l'intermédiaire des communes ayant recouru à l'automne 2019 et réaffirmé leur opposition le 25 septembre 2021.

D'autres associations qui avaient fait recours (les Vert.e.s de Versoix et l'APECO) peuvent se joindre à la procédure.

S'agissant des particuliers, ceux qui avaient fait opposition en 2019 peuvent également faire recours à travers un formulaire téléchargeable sur le site internet de la Mairie (montant forfaitaire de CHF 250.- ou CHF 150.- pour les membres de l'ARAG). M. Lambert

attire l'attention des propriétaires du délai à respecter : formulaire à renvoyer à Me Borgeaud avant le 6 janvier 2023.

- c. Question orale de Mme Schneckenburger, qui demande :
- « Comme vous le savez certainement, la centrale hydroélectrique de Richelien va devoir être démantelée, à la suite des décisions du département du territoire, afin de protéger l'ombre de rivière et la truite lacustre, ceci au détriment d'une production électrique de 1 Gigawatt/h qui sert à alimenter environs 300 foyers sur Collex-Bossy. Et que penser du patrimoine ? Cette centrale fonctionne depuis 1928 pour une première turbine et 1945 pour la deuxième. Cette usine électrique a été mise en place par M. Estier, une grande famille versoisienne qui a exploité le moulin pendant des décennies avec cet apport électrique. C'est toujours un descendant Estier qui est à la tête de l'usine électrique actuelle. Est-ce que la commune compte s'investir pour protéger cette usine ? »

Mme Tchamkerten prend la parole et confirme que le Conseil administratif a été alerté sur le recours de l'entreprise Estier suite à la décision du Conseil d'Etat. Elle a rencontré le maire de la commune de Collex-Bossy ainsi que la famille Estier. Les discussions sont en cours concernant les pistes à explorer pour apporter un soutien à l'usine Estier. Elle propose d'apporter un point plus circonstancié au prochain Conseil municipal.

- d. Question orale de M. Marquis, qui demande, suite à l'adoption par la commission AT au printemps dernier d'une prise de position conjointe élaborée entre tous les partis, publique, évoquée dans les médias locaux et établissement des principes directeurs pour l'élaboration de la stratégie de développement de la zone 5, la zone villa, si le Conseil administratif peut simplement confirmer qu'il respectera les principes validés par les partis et repris par la commission, à savoir en particulier le refus de nouveaux déclassements en zone villas tant que la LCI révisée ne l'exige pas dans ce contexte, et le refus d'une densification en champignon de toute la zone villas par des marchandages de droits à bâtir, mais aussi par exemple la délimitation précise du secteur du Collège du Léman et le maintien en zone villas du secteur du stade municipal et du quartier Molard-Fayard, et qu'il présentera début 2023 une stratégie conforme à ces principes.

M. Lambert indique que la prise de position a été jointe au dossier qui est actuellement à l'examen à l'Office cantonal de l'urbanisme.

- e. Question orale de M. Leiser, qui demande, concernant l'éclairage public, quelles sont les mesures définitives et concrètes prises par la commune.

M. Lambert indique que le Conseil administratif a pris la décision suivante : extinction de l'éclairage public dans la zone villas entre 1h00 et 5h00 (horaires TPG).

## 9. PETITIONS

Néant.

## 10. COMMUNICATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF

**Mme Ornella Enhas, Maire**

### Hospice général

Confronté à une situation d'urgence concernant l'hébergement d'urgence, Mme Enhas signale que l'Hospice général a décidé l'ouverture de l'abri de protection civile de Bon-Séjour, une vague migratoire très importante ayant été constatée depuis cet été ainsi qu'une importante augmentation du nombre de réfugiés en provenance d'Ukraine. Les structures fédérales qui accueillent ces personnes sont surchargées et n'arrivent plus à les accueillir. En octobre 2022, le SEM a pris une décision de report des questions d'hébergement de la Confédération aux cantons et aux communes et a décidé de l'attribution anticipée des requérants aux cantons et aux communes. Ce report a des conséquences directes sur les capacités d'accueil dans le canton de Genève qui a atteint ses limites. L'HG a ainsi dû recourir à une solution temporaire d'hébergement et l'ouverture de l'abri PC de Bon-Séjour pourrait avoir lieu au plus tôt ce vendredi 23 décembre. Le Conseil administratif a été informé la semaine dernière de cette probable ouverture et a organisé une rencontre avec l'HG afin de coordonner au mieux les actions à entreprendre. Des mesures d'accompagnement et de prise en charge sociale et de sécurisation des lieux sont d'ores et déjà prévues par l'Hospice général, en coordination avec les services communaux de la cohésion sociale et de la Police municipale.

Une séance d'information publique est prévue pour le jeudi 12 janvier 2023 à 18h30 à la salle communale en présence du Conseil administratif et des services de l'Hospice général.

### Police municipale

Le Conseil administratif a le plaisir d'annoncer l'engagement de M. Basilio Curvaia en tant que chef de poste de la Police municipale, en remplacement de l'actuel chef de poste qui va prendre sa retraite en 2023.

*Applaudissements.*

M. Curvaia a travaillé pendant 6 ans au poste de Police municipale de Versoix, poste qu'il a ensuite quitté en 2012 pour rejoindre la Ville de Genève. Actuellement remplaçant du chef de poste des Acacias, le parcours professionnel de M. Curvaia ainsi que son engagement au sein du corps des Sapeurs-Pompiers de Versoix lui ont permis de développer d'excellentes

connaissances et compétences ainsi qu'un très bon réseau dans le domaine de la sécurité. M. Curvaia prendra ses fonctions le 1<sup>er</sup> mars 2023, au moment du départ à la retraite de l'actuel chef de poste.

#### Sports et manifestations

Mme Enhas rappelle que la patinoire couverte reste ouverte par tous temps. La buvette propose des mets de saisons. Des animations gratuites sont proposées par l'association Le RADO. La prochaine « disco sur glace » aura lieu le 11 janvier de 14h00 à 18h00.

Mme Enhas se réjouit de retrouver la population le dimanche 1<sup>er</sup> janvier 2023 dès 17h à la salle Lachenal pour la traditionnelle soupe du 1<sup>er</sup> janvier proposée par la Confrérie des Potes-au-feu. Une soirée qui se veut festive et gourmande pour bien débiter l'année.

Au nom du Conseil administratif, Mme Enhas souhaite à l'ensemble des membres du Conseil municipal ainsi qu'à leurs familles un très Joyeux Noël et ses meilleurs vœux à l'occasion des fêtes de fin d'année.

#### **M. Cédric Lambert, Vice-Maire**

##### Fête de l'Escalade

Au nom du Conseil administratif M. Lambert tient à remercier Mme la Présidente ainsi que les membres du Conseil municipal pour la reprise de la Fête de l'Escalade après les années COVID. Cet événement a été fêté dignement et dans la bonne humeur.

##### Promotion économique

M. Lambert adresse ses remerciements à Mme Sabine Dubois et au Secrétaire général pour l'organisation des premières assises de l'économie le 6 décembre dernier. Un panel d'experts enthousiastes et motivés ont participé à une table ronde avec des représentants de l'économie, espérés plus nombreux pour une prochaine fois, suivie également par le Conseil administratif et les Conseillers municipaux présents.

Une synthèse sera rendue en début d'année prochaine en vue de la poursuite de la stratégie de développement économique à Versoix.

##### Travaux

Les travaux de la route de Saint-Loup sont bientôt terminés. La route devrait être libérée au plus tard ce mercredi. Les eaux de ruissellement du canal se déversent maintenant dans les bassins situés sous le verger prévus à cet effet.

Les travaux du trottoir de Richelien touchent à leur fin. Quatre agrafes à vélo ont été installées proche de l'arrêt de bus.

Le WC de la gare est maintenant opérationnel. Le WC situé à la place Bordier est terminé mais fermé jusqu'à l'intervention des SIG pour une mise en service début 2023.

##### Agenda

- Galerie du Boléro

- Du 20 janvier au 30 avril 2023 : dans le cadre de ses 250 ans, l'Observatoire de Genève vous invite à découvrir l'exposition « Exoplanètes – Art, Science & Fiction » à la Galerie du Boléro. Vernissage le 20 janvier à 18h00, partie officielle à 18h30.
- Bibliothèque
  - Samedi 14 janvier 2023 à 10h00 : Bébé bouquine !
  - 25 janvier 2023 : lecture jeunesse
  - 26 janvier 2023 de 18h à 19h : Club de lecture pour les adultes
  - Accueil de groupes d'enfants planifiés en janvier pour les classes primaires, les crèches et le parascolaires.
- Les Caves
  - Samedi 14 janvier 2023 à 21h00 : VoixpluriElles - Ensemble vocal féminin
  - Dimanche 15 janvier 2023 à 17h00 : Ilan Zajtmann - Récital de piano
  - Vendredi 27 janvier 2023 à 21h00 : Taykali - Musique latino-américaine
  - Samedi 28 janvier 2023 à 21h00 : Whoo'Z NeXt – Rock.

### **Mme Jolanka Tchamkerten, Conseillère administrative**

#### 4<sup>e</sup> édition de la Nage glaciale

« A nouveau une superbe édition de la Nage glaciale, la 4<sup>ème</sup> édition d'un événement quasiment incontournable. Plus de 250 nageurs adultes et enfants, par groupe de 20 participants ont bravé une eau à 9° sur un parcours balisé de 100 mètres. Ne l'oublions pas : le but premier est de récolter des fonds pour une bonne cause. Cette année, ce n'est pas une mais deux associations qui vont bénéficier de la somme récoltée, à savoir CHF 45'000.- : réseau Cancer du sein qui vient en aide aux victimes du cancer du sein et PROSCA qui vient en aide aux victimes du cancer de la prostate. Je salue la participation de 2 conseillères et 3 conseillers municipaux. 50 bénévoles ont permis la tenue de cet événement festif et joyeux qui s'est déroulé pendant toute la journée du 10 décembre dernier. Un grand merci à eux pour leur engagement, un merci particulier à l'association du Sauvetage (dont nous avons un fidèle membre dans cette assemblée) qui a non seulement assuré la sécurité le jour de la manifestation mais aussi pendant les entraînements du dimanche qui ont débuté dès la fin septembre. Et n'oublions pas nos samaritains qui étaient présents tout au long de la manifestation pour compléter le dispositif sécuritaire. Une magnifique ambiance, bonne humeur, beaucoup d'enthousiasme, les retours des participants et du public sont très positifs. Deux parrains pour cette édition : Annaëlle Pattusch et Lionel Frésard.

Un bémol peut-être : cet événement ne sera plus organisé par les pompiers de Versoix. Plusieurs personnes du comité actuel sont intéressées à s'engager dans l'organisation d'un nouvel événement. Alors si parmi nos concitoyens, il y en a qui veulent s'engager, n'hésitez plus et rejoignez le nouveau comité pour l'organisation de la 5e édition. »

## **11. COMMUNICATIONS DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL**

Néant.

## **12. HOMMAGE À MME JOËLLE BRÜNISHOLZ, MEMBRE DU CONSEIL MUNICIPAL DÉMISSIONNAIRE**

La Présidente prend la parole :

« Mme Joëlle Brünisholz est entrée au Conseil municipal le 1<sup>er</sup> juin 2020 et a souhaité démissionner le 31 décembre 2022. Elle aura donc siégé 31 mois au sein du Conseil municipal dans les commissions suivantes : Culture, sports & manifestations et Cohésion sociale. Mme Brünisholz souhaite consacrer pleinement son temps au travail associatif, notamment dans l'association «Colore ta ville » dont elle est responsable. Le Conseil municipal la remercie pour son engagement au sein de notre commune et lui souhaite de beaux projets pour la suite. »

M. Tamone prend la parole pour rendre hommage à Joëlle Brünisholz :

« Brillamment élue au Conseil Municipal par 806 voix (comme M. Daniel Ricci) lors des élections du 15 mars 2020, Mme Joëlle Brünisholz a débuté son engagement de politique communale lors du début de notre législature le 1<sup>er</sup> juin 2020.

Très sensible aux questions humaines, relationnelles, culturelles, créatives et de bien vivre à Versoix, elle s'est très naturellement engagée avec intérêt dans les commissions : Cohésion sociale et Culture, sports & manifestations. Son apport au sein du groupe des Vert-e-s , de ces commissions et au sein du Conseil municipal ont été importants car Joëlle a cette capacité d'un regard différent sur la vie et sur le fonctionnement de notre société. Par ses questions et ses interventions, elle nous force à lire la réalité sous un angle intéressant. Non traditionnelle, ni conventionnelle, Joëlle interroge les habitudes et les routines, bouscule les représentations inégalitaires et les logiques de reproduction sociale. Toujours attentive aux plus fragiles et aux plus faibles, Joëlle s'est engagée entièrement avec toutes ses convictions, son cœur et ses tripes dans les dossiers qui nous ont été soumis.

Fervente défenseuse des questions environnementales et climatiques, elle n'a pas hésité, par exemple, à plonger au soir du 30 septembre 2020 dans le débat public sur l'avenir environnemental de Versoix porté par Extinction Rébellion avec la question suivante : les politiciens d'aujourd'hui sont-ils légitimes face à l'urgence climatique ? Défi relevé avec brio !

Joëlle est entière et elle a utilisé sa force pour chercher à amener le changement là où cela lui semblait nécessaire. Cependant la politique a son rythme et ses inerties qui peuvent parfois être pesants pour celles et ceux qui souhaiteraient plus d'immédiateté et d'actions concrètes.

Joëlle reste une militante. Nous aurons de nombreuses occasions de la croiser par Versoix car son engagement au sein de la société civile va se poursuivre. Elle va continuer à défendre les belles valeurs que sont les siennes, par exemple avec l'association Colore ta Ville ou celle de Versoix Égalité.

Les Vertes et les Verts remercient infiniment Joëlle pour ses contributions et son engagement sincère dans son mandat politique et lui souhaitent bonne route. »

**13. DIVERS****13.1.**

M. Curvaia prend la parole :

« C'est avec une certaine émotion que je tenais à communiquer ce soir au Conseil municipal que je vais démissionner de cet hémicycle au 28 février 2023. J'ai éprouvé beaucoup de plaisir à travailler avec vous toutes et tous. Ce n'était pas vraiment prévu comme ça mais une opportunité professionnelle ne se refuse pas. Merci beaucoup. »

**13.2.**

Passant régulièrement par le chemin de l'Industrie et la rue des Moulins, M. Conus constate que les usagers des TPG se tiennent debout par tous les temps. Il lui semble que le trottoir est assez large pour accueillir un abribus et propose d'œuvrer en ce sens.

**13.3.**

M. Leiser a constaté à la route de Sauverny, entre le pont sur les rails et le Collège du Léman, l'apparition d'une nouvelle ligne « traitillée » jaune indiquant le tracé de la piste cyclable. Il invite le Conseil administratif à signaler cette malfaçon aux services concernés et ne pas valider l'acceptation de ce travail tout en demandant réparation de ce travail effectué de manière lamentable.

M. Lambert précise qu'il s'agit d'une mise aux normes demandée par l'Office des transports afin que la piste cyclable soit mieux signalée.

**13.4.**

Mme Sauter Caillet informe d'un changement au niveau de l'organisation du groupe des Vert.e.s de Versoix. Le poste de chef de groupe sera dorénavant assumé par M. Stéphane Conus.

La Présidente en prend bonne note.

*Parole au public*

Très surpris de la tonalité du communiqué de presse du Conseil d'Etat concernant la validation du dossier du plan sectoriel de l'infrastructure aéronautique (PSIA) déposé par l'Aéroport international de Genève (AIG) en 2019, M. Dupanloup tient à remercier le Conseil administratif pour son intervention auprès de l'ARAG et la CARP. Il signale qu'une vingtaine de membres de l'association de défense des habitants du quartier Molard-Fayard a fait opposition à cette décision.

La parole n'est plus demandée et la Présidente lève la séance à 22h.31